

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Le chef de l'État reçoit un émissaire de son homologue du Soudan du Sud



Photo: DR

L'émissaire du président sud-soudanais remettant au chef de l'État un message de son homologue.

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

Parmi les activités du président Ali Bongo Ondimba, hier, figure l'audience accordée à Aboug Albino M. Ayuel, ambassadeur, envoyé spécial de son homologue de la République du Soudan du Sud, Salva Kiir Mayardit. Le diplomate sud-soudanais, porteur d'un message écrit de son président, a adressé ses félicitations au numéro un gabonais. Des félicitations inhérentes au leadership du président gabonais mais surtout à la qualité du travail abattu par le Gabon au Conseil de sécurité des Nations unies, en qualité de membre non

permanent. Occasion pour l'hôte du chef de l'État d'apporter également des éclairages sur la situation prévalant actuellement au Soudan du Sud. L'envoyé spécial a par ailleurs lancé un appel en direction de l'Union africaine (UA). Laquelle Union africaine, selon lui, doit soutenir le processus en cours au Soudan du Sud. Comme on pouvait s'y attendre, les deux personnalités ont revisité la coopération bilatérale. D'où leur tour d'horizon relatif aux liens d'amitié, unissant le Gabon et la République du Soudan du Sud. Une coopération bilatérale, pour ainsi dire, au beau fixe. En effet, l'envoyé spécial soudanais a rappelé que le Gabon a toujours été

un ami du Soudan du Sud. En témoigne la présence, le 9 juillet 2011 à Juba la capitale, d'Ali Bongo Ondimba à la cérémonie d'investiture de son homologue Salva Kiir. Dans la foulée, l'émissaire du président Kiir a véritablement salué les avancées du Gabon en matière de développement. Non sans exprimer la volonté de son pays d'étendre la coopération bilatérale dans tous les domaines d'activité mutuellement bénéfiques. Une volonté partagée par Ali Bongo Ondimba qui n'a de cesse de vanter les bienfaits de la coopération sud-sud; pour le cas d'espèce, celle entretenue entre le Gabon et la République du Soudan du Sud.

## Mouila/Suite à l'élection du candidat du PDG: les réserves de Serge Maurice Mabilia

F. N.  
Mouila/Gabon

Jusqu'où iront les conseillers municipaux du Rassemblement héritage et modernité (RHM) du Conseil municipal de Mouila, notamment s'agissant de leur dénonciation du déroulement de l'élection, samedi dernier, du maire du chef-lieu de la province la Ngounié? À l'issue du scrutin qui a vu la victoire du candidat du Parti démocratique gabonais (PDG), Richard Désiré Mamouaka Mombo, face à plusieurs autres candidats dont celui de RHM, Julien Mikolo, le député et conseiller municipal dudit parti, Serge Maurice Mabilia a animé une conférence de presse pour dénoncer des "irrégularités" qui auraient émaillé ce vote. Le parlementaire du RHM a essentiellement évoqué l'usage abusif par le PDG des procurations. Tout en soulignant que le vote par procuration, pratique autorisée dans notre pays, est juridiquement encadré et doit respecter un certain nombre de règles. "Nous ne sommes pas entrés en collision avec nos collègues du PDG, a dit l'ancien ministre de la Fonction publique. Nous leur avons demandé à ce que de nombreuses et étonnantes procurations qui ont surgi à l'entame de la session soient examinées de sorte que nous soyons rassurés qu'elles ne comportaient aucune anomalie ou irrégularité



Photo: F. M. MOMBO/L'Union

Serge Maurice Mabilia lors d'une précédente sortie.

de nature à travestir le résultat du vote". Au regard de ce qui précède, il a indiqué à la presse qu'il entendait, pour ce faire, "saisir le gouverneur de la province de la Ngounié, qui est l'autorité administrative compétente, en lui notifiant nos réserves (...)" Et Serge Maurice Mabilia de préciser: "Nous ne parlons pas de fraude, mais plutôt d'irrégularités à dissiper pour qu'au terme des opérations électorales nous puissions signer le procès-verbal en toute connaissance de cause, en responsabilité et en toute conscience." Il faut rappeler qu'au terme du vote, le week-end dernier, les résultats du dépouillement ont donné Richard Désiré Mamouaka Mombo (PDG) vainqueur avec 21 voix, devant Julien Mikolo (RHM), 7 voix, Jean-Liévin Idoundou (Adère), 2 voix; et Alphonse Moussavou Doukaga (LD), 1 voix. D'aucuns se demandent comment la démarche des conseillers municipaux du RHM peut-elle prospérer.

## Miroir du gouvernement

### "Faut suivre!"

POUR reprendre une expression à la mode chez nous, est-on en droit de considérer que Rose Christiane Ossouka Raponda et l'ensemble des membres de son équipe ne "suivent toujours pas"? Cette question trouve tout son sens, au lendemain de la seconde descente sur le terrain du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, aux fins de s'enquérir du niveau de réalisation des travaux de voiries dans un certain nombre de quartiers de la commune de Libreville. Une descente à l'issue de laquelle le numéro un gabonais a de nouveau "instruit le gouvernement à tout mettre en œuvre pour que les choses avancent à la fréquence souhaitée". Ce qui est suffisamment révélateur des insuffisances du gouvernement à assumer convenablement le suivi et le

contrôle de certains dossiers. En réalité, tout compte fait, "l'équipe Ossouka Raponda II" issue du réaménagement survenu le 8 mars dernier peine à se différencier de la précédente. Tant la locataire de l'Immeuble du 2-décembre, aux dires de plusieurs observateurs, n'est pas encore véritablement parvenue à insuffler la dynamique attendue en véritable cheffe d'orchestre. Et dire que lors de la prestation de serment de son gouvernement le 10 mars dernier, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, avait appelé son équipe "à plus d'efficacité, de présence sur le terrain en apportant des solutions concrètes aux préoccupations des populations". Plus de trois mois après, le constat parle de lui-même. Tout laisse à penser qu'Ossouka Raponda et son gou-

vernement préfèrent le confort de leurs bureaux feutrés au contact de la réalité vécue quotidiennement par leurs concitoyens. Sinon, qui se souvient d'avoir vu la Première ministre et son ministre des Travaux publics, Léon Armel Bounda Balonzi, sur le terrain, s'enquérir de l'exécution des travaux des voiries de Libreville? En tout état de cause, à côté de des instructions du chef de l'État, on pourrait y adjoindre la nécessité, pour le gouvernement, de trouver des solutions à l'inflation galopante, au chômage des jeunes, à la décrépitude des établissements supérieurs publics, etc. Reste à "l'équipe Ossouka Raponda II" de suivre!

J. KOMBILE MOUSSAVOU